



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Arrêté préfectoral complémentaire portant modification des conditions d'exploitation de la société ARTERRIS pour ses installations à Lospinasse

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite ,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, L. 511-1, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 novembre 1981, autorisant la coopérative agricole des producteurs de blé à exploiter des installations de stockage de céréales sur le territoire de la commune de Lospinasse ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 novembre 2010, autorisant la société ARTERRIS à exploiter des installations de stockage de céréales sur le territoire de la commune de Lospinasse ;

Vu l'étude de dangers réalisée par la société KREBS-SPEICHIM, référencée 00TE1532/SES/GLT-BNT-Rev.1 et datée du 16 novembre 2000 ;

Vu les compléments à l'étude de dangers réalisés par la société TECHNIP, référencés 64500J448- Rev.1 et datés du 7 janvier 2005 ;

Vu le courrier de la société ARTERRIS du 28 septembre 2023, expliquant que les installations de stockage disposent, depuis 2001, d'un système de surveillance de la température du grain dans chaque cellule comprenant deux sondes thermométriques à quatre points ;

Vu l'arrêté préfectoral portant mise en demeure, signé à l'encontre de la société ARTERRIS, pour le site de Lospinasse, concernant la silothermométrie de ses installations ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 7 décembre 2023, rendant caduc l'arrêté préfectoral portant mise en demeure sus-visé ;

Considérant qu'au travers du courrier sus-visé, la société ARTERRIS justifie que le système de surveillance mis en place est suffisamment dimensionné ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter l'autorisation environnementale afin d'intégrer le système de surveillance mis en place sur le site ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été porté à la connaissance de la société ARTERRIS, par courriel le 19 mars 2024, et qu'elle n'a pas émis d'observation en retour ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1^{er} – Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui leur sont applicables, les installations exploitées par la société ARTERRIS, à Lespinasse, sont soumises aux prescriptions complémentaires suivantes.

Art. 2. – Les prescriptions l'article 71.10 de l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2010 sont abrogées et remplacées par les prescriptions suivantes :

"L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.

La température des produits stockés, susceptibles de fermenter, est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Conformément à l'étude de dangers, le matériel employé est défini comme suit :

	Type	Nombre	Report alarme
Silo 1	Sondes thermométriques fixes	2 sondes à 4 capteurs par cellule	Oui, au poste de commande
Silo 2	Sondes thermométriques fixes	2 sondes à 4 capteurs par cellule	Oui, au poste de commande
Silo 3	Sondes thermométriques fixes	2 sondes à 4 capteurs par cellule	Oui, au poste de commande

Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme, en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours.

L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes (étalonnages, maintenance préventive).

Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.

Les produits doivent être contrôlés en humidité avant ensilage et, éventuellement, après séchage de façon qu'ils ne soient pas ensilés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4. – Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Art. 5. – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois, à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier, mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Art. 6. – Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de Lespinasse et peut y être consultée par tout intéressé. Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Lespinasse pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fait connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 7. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne et le maire de Lespinasse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ARTERRIS.

Fait à Toulouse, le 3 MAI 2024

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,

Serge JAGOT